

Plomb de Notre-Dame de Paris : des associations appellent les autorités à agir

AFP – 10/05/2019

Plusieurs associations de santé environnementale ont réclamé vendredi une cartographie des retombées de plomb après l'incendie de Notre-Dame, et un suivi des riverains et travailleurs, accusant les pouvoirs publics de se décharger de leurs responsabilités.

"Il faut une campagne rigoureuse d'analyses, avec une cartographie fine et un suivi régulier", a dit devant la presse Jacky Bonnemains, dont l'association Robin des Bois avait, juste après le sinistre du 15 avril, alerté sur le risque généré par la fusion de plus de 300 tonnes de plomb de la flèche et de la toiture.

Les prélèvements ne devraient pas concerner la seule île de la Cité, mais tout l'ouest de Paris, survolé par le panache, a-t-il insisté : les Tuileries, les jardins privés de l'ouest parisien, ou encore les jardins de l'Élysée, et aussi les écoles et la Seine.

La veille, la préfecture de police de Paris avait publié un communiqué relevant une absence de risque en matière de qualité de l'air sur l'île de la Cité, mais une *"présence ponctuelle très importante"* de poussières dans les sols aux abords de la cathédrale (10 à 20 g/kg de sol, la valeur repère étant de 0,3 g/kg).

Des poussières ont aussi été relevées dans des locaux administratifs donnant sur le monument, ajoutait la préfecture, qui recommande aux riverains de nettoyer leur logement avec des linges humides (surtout pas d'aspirateur).

Les associations ont déploré l'absence de prélèvements dans les logements. *"Les pouvoirs publics se déchargent de leurs obligations sur les particuliers",* a estimé Jacky Bonnemains. *"Toutes les précautions doivent être prises pour les travailleurs"* du chantier et abords, a dit Annie Thébaud-Mony, de l'association Henri-Pézerat (santé, travail, environnement).

Le plomb *"ne peut avoir un impact sur la santé qu'en cas d'ingestions répétées"*, soulignent les pouvoirs publics, enfants et femmes enceintes étant les plus à risques de saturnisme.

"Tout plomb est mauvais, et cette pollution mérite toute notre vigilance", a dit vendredi Mady Denantes, médecin généraliste de l'Association des familles victimes du saturnisme (AFVS). Pour ces associations, les autorités cherchent à gagner du temps : *"Tout a été fait pour gagner du temps, pour que les poussières se dispersent au gré de la pluie et du vent. Or ce n'est pas une bonne chose",* selon Jacky Bonnemains. *"Tant que ces déchets ne seront pas enlevés, et conduits dans des centres de stockage sécurisés, le site sera une source de pollution",* a-t-il ajouté.

Les députés examinaient vendredi un projet de loi destiné à encadrer les travaux de restauration de la cathédrale, et prévoyant des dérogations aux règles d'urbanisme et environnementales.

Ce texte *"mathématiquement, va être approuvé par des députés qui, à notre avis, vont se rendre complices d'une mise en danger de la vie d'autrui",* a commenté Jacky Bonnemains, dont l'association *"réfléchit à un moyen de justice, pour bloquer cette précipitation"*.